

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

22 novembre 2019

AU 31 AOÛT 2019

Note au lecteur

Le *Rapport mensuel des opérations financières* fournit un aperçu des résultats financiers mensuels du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier sur l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement⁽¹⁾.

Le *Rapport mensuel des opérations financières au 30 septembre 2019* sera publié le 20 décembre 2019.

Faits saillants d'août 2019

Au 31 août 2019, soit pour les cinq premiers mois de 2019-2020, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un surplus de 2,7 milliards de dollars. Il s'agit d'une diminution de 12 millions de dollars par rapport à celui observé l'année précédente à pareille date.

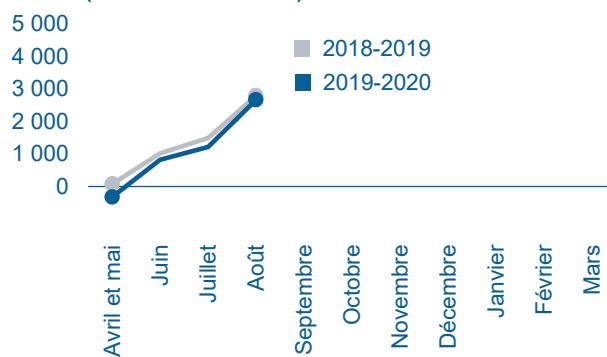
Ce résultat provient :

- de revenus de 47,2 milliards de dollars;
- de dépenses de 43,5 milliards de dollars;
- des versements de 1,1 milliard de dollars au Fonds des générations.

Pour l'ensemble de l'année, selon *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2019, un surplus budgétaire de 1,4 milliard de dollars est prévu.

- Ce surplus servira à faire face à un potentiel ralentissement économique, à lutter contre les changements climatiques et à réduire la dette.

Solde budgétaire cumulatif
(en millions de dollars)

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Août			Avril à août			
	2018	2019	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation	Variation (%)
Revenus autonomes	7 171	7 610	439	36 674	37 536	862	2,4
Transferts fédéraux	1 773	1 945	172	9 119	9 710	591	6,5
Revenus consolidés	8 944	9 555	611	45 793	47 246	1 453	3,2
Dépenses de portefeuilles	-6 824	-7 276	-452	-38 227	-40 318	-2 091	5,5
Service de la dette	-736	-656	80	-3 727	-3 203	524	-14,1
Dépenses consolidées	-7 560	-7 932	-372	-41 954	-43 521	-1 567	3,7
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	1 384	1 623	239	3 839	3 725	-114	—

LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-199	-174	25	-1 155	-1 053	102	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	1 185	1 449	264	2 684	2 672	-12	—

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REVENUS CONSOLIDÉS

Revenus autonomes

Au 31 août 2019, soit pour les cinq premiers mois de 2019-2020, les revenus autonomes totalisent 37,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 862 millions de dollars (2,4 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

- La variation cumulative des revenus autonomes s'est accélérée au cours du mois d'août, en raison notamment de la hausse des taxes à la consommation et des revenus divers.

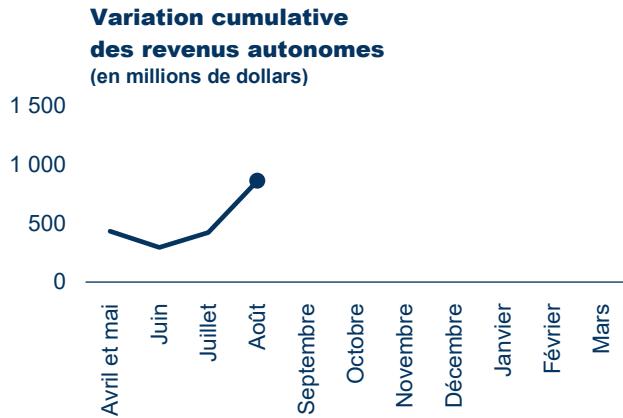
Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 745 millions de dollars (2,6 %), pour atteindre 29,5 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse de 445 millions de dollars (3,5 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, découlant notamment de la croissance des salaires et traitements au deuxième trimestre de 2019;
- la diminution de 58 millions de dollars (2,1 %) des **cotisations pour les services de santé**, découlant principalement de la réduction du taux de cotisation au Fonds des services de santé pour toutes les PME québécoises;
- la diminution de 28 millions de dollars (0,8 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, attribuable essentiellement à la décroissance des profits des entreprises au premier semestre de 2019;
- la diminution de 183 millions de dollars (21,4 %) de l'**impôt foncier scolaire**, attribuable à l'entrée en vigueur de la réforme du régime de la taxe scolaire, qui vise la diminution des taux de taxes scolaires au Québec;
- la hausse de 569 millions de dollars (6,2 %) des **taxes à la consommation**, en raison notamment de la croissance des ventes au détail et de la construction résidentielle.

Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 376 millions de dollars (6,1 %), pour atteindre 6,5 milliards de dollars, en raison notamment de :

- l'augmentation des **droits et permis** de 81 millions de dollars (4,7 %), attribuable principalement à la hausse des revenus perçus dans le cadre du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec;
- la hausse des **revenus divers** de 295 millions de dollars (6,7 %), attribuable principalement à la hausse des revenus de Capital Mines Hydrocarbures en lien avec la vente des actions détenues dans Mineraï de fer Québec.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 259 millions de dollars (14,8 %), pour s'établir à 1,5 milliard de dollars. En juin 2018, Hydro-Québec avait réalisé un gain exceptionnel à la suite de la cession partielle de la filiale TM4.



REVENUS AUTONOMES

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Août			Avril à août			
	2018	2019	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens							
Impôt sur le revenu des particuliers	2 430	2 536	106	12 726	13 171	445	3,5
Cotisations pour les services de santé	559	558	-1	2 729	2 671	-58	-2,1
Impôts des sociétés	556	614	58	3 338	3 310	-28	-0,8
Impôt foncier scolaire	144	124	-20	856	673	-183	-21,4
Taxes à la consommation	1 773	1 929	156	9 129	9 698	569	6,2
Revenus fiscaux	5 462	5 761	299	28 778	29 523	745	2,6
Droits et permis	465	518	53	1 732	1 813	81	4,7
Revenus divers	909	1 026	117	4 417	4 712	295	6,7
Autres revenus autonomes	1 374	1 544	170	6 149	6 525	376	6,1
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	6 836	7 305	469	34 927	36 048	1 121	3,2
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	335	305	-30	1 747	1 488	-259	-14,8
TOTAL	7 171	7 610	439	36 674	37 536	862	2,4

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

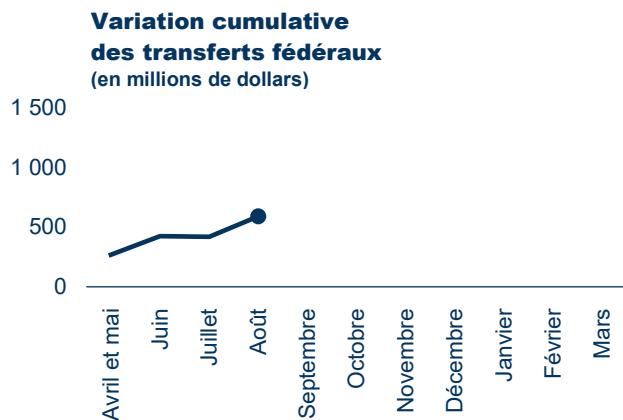
Transferts fédéraux

Au 31 août 2019, soit pour les cinq premiers mois de 2019-2020, les transferts fédéraux totalisent 9,7 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 591 millions de dollars (6,5 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

- La variation cumulative des transferts fédéraux a augmenté au cours du mois d'août, principalement en raison de la péréquation.

Les revenus provenant de la **péréquation** ont augmenté de 580 millions de dollars (11,9 %), pour atteindre 5,5 milliards de dollars.

Cette augmentation s'explique en partie par la croissance du PIB nominal canadien, qui détermine le rythme de croissance de cette enveloppe.



TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Août			Avril à août			
	2018	2019	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation	Variation (%)
Péréquation	977	1 093	116	4 888	5 468	580	11,9
Transferts pour la santé	527	540	13	2 636	2 701	65	2,5
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	134	127	-7	672	637	-35	-5,2
Autres programmes	135	185	50	923	904	-19	-2,1
TOTAL	1 773	1 945	172	9 119	9 710	591	6,5

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DÉPENSES CONSOLIDÉES

Au 31 août 2019, soit pour les cinq premiers mois de 2019-2020, les dépenses consolidées totalisent 43,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 1,6 milliard de dollars (3,7 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

- La variation cumulative des dépenses s'est accentuée au cours du mois d'août, en raison notamment de la hausse des dépenses de portefeuilles, notamment en Santé et Services sociaux.

Les dépenses du portefeuille **Éducation et Enseignement supérieur** ont augmenté de 268 millions de dollars (3,1 %), pour atteindre 8,8 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 244 millions de dollars des dépenses des commissions scolaires, notamment attribuable à la croissance du nombre d'enseignants, qui découle de l'augmentation du nombre d'élèves, et à l'indexation des échelles salariales.

Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,1 %), pour atteindre 18,1 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 640 millions de dollars des dépenses des établissements de santé et services sociaux, notamment attribuable à l'augmentation des heures allouées aux services à la population, du coût des médicaments et des rétributions versées aux ressources intermédiaires et de type familial, ainsi qu'à l'indexation des échelles salariales et à la relativité salariale des personnes en emploi au 1^{er} avril 2019;
- l'augmentation de 261 millions de dollars des dépenses de la Régie de l'assurance maladie du Québec, notamment pour les services médicaux, optométriques et dentaires.

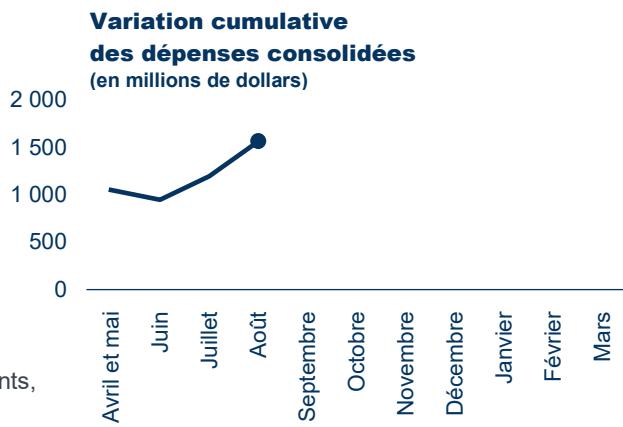
Les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 791 millions de dollars (6,3 %), pour atteindre 13,4 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse de 290 millions de dollars des dépenses du portefeuille Sécurité publique, résultant notamment de l'aide financière accordée relativement aux inondations du printemps 2019;
- la hausse de 173 millions de dollars des dépenses du portefeuille Famille, dont 132 millions de dollars pour l'augmentation des paiements de l'Allocation famille à la suite de la bonification de l'aide accordée pour les deuxième et troisième enfants;
- la hausse de 52 millions de dollars des dépenses du portefeuille Transports, résultant notamment des contributions de 85 millions de dollars versées pour le Réseau express métropolitain.

Les dépenses du **service de la dette** ont diminué de 524 millions de dollars (14,1 %), pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, en raison notamment du remboursement accéléré de la dette à partir du Fonds des générations, de la baisse des taux d'intérêt et de la hausse des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, qui sont inscrits en déduction du service de la dette.

DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR PORTEFEUILLE⁽⁴⁾

(données non vérifiées, en millions de dollars)



	Août			Avril à août			
	2018 ⁽⁵⁾	2019	Variation	2018-2019 ⁽⁵⁾	2019-2020	Variation	Variation (%)
Éducation et Enseignement supérieur	1 330	1 349	19	8 568	8 836	268	3,1
Santé et Services sociaux	3 311	3 486	175	17 036	18 068	1 032	6,1
Autres portefeuilles ⁽⁶⁾	2 183	2 441	258	12 623	13 414	791	6,3
Dépenses de portefeuilles	6 824	7 276	452	38 227	40 318	2 091	5,5
Service de la dette	736	656	-80	3 727	3 203	-524	-14,1
TOTAL	7 560	7 932	372	41 954	43 521	1 567	3,7

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

Composition des surplus ou des besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus (besoins) financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, ainsi que par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs et les autres comptes. Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs.

Pour la période d'avril à août 2019, les surplus financiers nets atteignent 1,3 milliard de dollars et s'expliquent par :

- le surplus de 3,7 milliards de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 1,1 milliard de dollars pour les placements, prêts et avances, incluant la croissance de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁽⁷⁾ et un investissement de 283 millions de dollars en actions privilégiées de REM inc.;
- les besoins financiers de 635 millions de dollars pour les immobilisations du gouvernement en raison d'investissements de 2,4 milliards de dollars, en partie compensés par les dépenses d'amortissement de 1,7 milliard de dollars⁽⁷⁾;
- les surplus financiers de 1,3 milliard de dollars liés aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui présentent un besoin en liquidités pour le versement des prestations aux employés de l'État de 2,6 milliards de dollars, lequel est inférieur à la dépense comptabilisée de 3,9 milliards de dollars. Cette dépense est principalement constituée du coût des prestations acquises au cours de la carrière de ces employés, soit 1,1 milliard de dollars, et des intérêts sur les obligations relatives à celles-ci de 2,8 milliards de dollars⁽⁷⁾;
- les besoins financiers de 2,1 milliards de dollars provenant des autres comptes, qui résultent notamment des déboursés relatifs à des dépenses inscrites à la fin de 2018-2019, dont certaines mesures annoncées lors du budget de mars 2019. Ces déboursés sont compensés partiellement par l'encaissement d'une somme de 752 millions de dollars provenant du Fonds de la taxe sur l'essence du gouvernement fédéral, en juillet 2019, qui permettra à la Société de financement des infrastructures locales du Québec de financer des infrastructures municipales.

SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril à août	
	2018-2019	2019-2020
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	3 839	3 725
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-1 557	-1 051
Immobilisations	-340	-635
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 111	1 348
Autres comptes	-1 602	-2 068
Total des opérations non budgétaires	-2 388	-2 406
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	1 451	1 319

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

► ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE EN 2019-2020

Les résultats cumulatifs au 31 août 2019 affichent un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars, un solde équivalent à celui constaté l'année précédente à pareille date.

Trois facteurs auront une incidence défavorable sur les résultats mensuels à venir cette année.

- Bien que l'activité économique au Québec devrait demeurer dynamique, un ralentissement est prévu en deuxième moitié de 2019 et en 2020.
- Les initiatives importantes visant à améliorer la qualité des services en santé et en éducation annoncées dans le *Plan budgétaire du Québec* de mars 2019 auront pour effet d'accélérer la croissance des dépenses dans la deuxième moitié de l'année 2019-2020.
- Par ailleurs, le gouvernement a présenté des initiatives additionnelles de 857 millions de dollars dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2019, lesquelles rehausseront également la croissance des dépenses d'ici la fin de l'année 2019-2020.

Ces facteurs auront pour effet de ramener le surplus budgétaire de 2,7 milliards de dollars constaté au 31 août, à 1,4 milliard de dollars, comme prévu dans *Le point sur la situation économique et financière* de l'automne 2019.

Ce surplus servira à faire face à un potentiel ralentissement économique, à lutter contre les changements climatiques et à réduire la dette.

ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE POUR 2019-2020 (en millions de dollars)

	2019-2020
RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES AU 31 AOÛT 2019⁽³⁾	2 672
RÉSULTATS À VENIR DE SEPTEMBRE 2019 À MARS 2020	
Résultats excluant les initiatives	
– Revenus consolidés	70 128
– Dépenses consolidées	–68 925
– Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	–1 618
Sous-total	–415
Initiatives – Mise à jour de l'automne 2019	
– Remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois	–332
– Initiatives ciblées pour répondre à des besoins spécifiques	–525
Sous-total	–857
TOTAL	–1 272
SOLDE BUDGÉTAIRE PRÉVU⁽³⁾ – MISE À JOUR DE L'AUTOMNE 2019⁽⁸⁾	1 400

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

ANNEXE 1 : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019-2020 (en millions de dollars)

	Budget de mars 2019	Révisions	Mise à jour de l'automne 2019 ⁽⁸⁾	Variation (%) ⁽⁹⁾
REVENUS CONSOLIDÉS				
Impôt sur le revenu et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	32 498	742	33 240	4,6
Cotisations pour les services de santé	6 596	-49	6 547	3,0
Impôts des sociétés	8 516	191	8 707	-5,2
Impôt foncier scolaire	1 553	-5	1 548	-16,5
Taxes à la consommation	21 864	111	21 975	4,6
Revenus fiscaux	71 027	990	72 017	2,6
Droits et permis	4 229	147	4 376	0,3
Revenus divers	10 680	429	11 109	-3,8
Autres revenus autonomes	14 909	576	15 485	-2,7
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	85 936	1 566	87 502	1,7
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 778	-342	4 436	-20,0
Total des revenus autonomes	90 714	1 224	91 938	0,3
Transferts fédéraux	24 924	512	25 436	10,0
Total des revenus consolidés	115 638	1 736	117 374	2,3
DÉPENSES CONSOLIDÉES				
Éducation et Enseignement supérieur	-24 436	-141	-24 577	6,5
Santé et Services sociaux	-45 433	-11	-45 444	6,8
Autres portefeuilles ⁽⁶⁾	-34 169	-1 272	-35 441	10,4
Dépenses de portefeuilles	-104 038	-1 424	-105 462	7,9
Service de la dette	-8 996	1 255	-7 741	-11,2
Total des dépenses consolidées	-113 034	-169	-113 203	6,3
Provision pour éventualités	-100	—	-100	—
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	2 504	1 567	4 071	—
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE				
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 504	-167	-2 671	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	—	1 400	1 400	—

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

ANNEXE 2 : DÉPENSES PAR MISSION

Les dépenses gouvernementales sont ventilées dans cinq missions consacrées aux services publics. Cette ventilation des dépenses de l'État dans ses principaux champs d'activité est un indicateur stable dans le temps, car elle n'est généralement pas influencée par les remaniements ministériels. Par ailleurs, puisqu'elle est également utilisée dans les comptes publics, sa présentation dans le *Rapport mensuel des opérations financières* permet de mieux suivre l'évolution des résultats réels au cours de l'année.

Les missions consacrées aux services publics sont :

- **Santé et services sociaux**, qui regroupe principalement les activités du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les programmes administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- **Éducation et culture**, qui regroupe principalement les activités des réseaux d'enseignement, l'aide financière aux études, les programmes du secteur de la culture ainsi que les programmes liés à l'immigration;
- **Économie et environnement**, qui comprend notamment les programmes touchant le développement de l'économie, les mesures d'aide à l'emploi, les relations internationales, l'environnement et le soutien aux infrastructures;
- **Soutien aux personnes et aux familles**, qui comprend notamment les mesures d'aide financière de dernier recours et d'aide à la famille et aux aînés, ainsi que certaines mesures d'aide juridique;
- **Gouverne et justice**, qui regroupe les activités du pouvoir législatif, des organismes centraux et de la sécurité publique, ainsi que les programmes à caractère administratif.

DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR MISSION EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Août		Avril à août	
	2018 ⁽⁵⁾	2019	2018-2019 ⁽⁵⁾	2019-2020
Santé et services sociaux	3 243	3 375	16 626	17 623
Éducation et culture	1 404	1 412	8 929	9 218
Économie et environnement	927	1 153	5 196	5 404
Soutien aux personnes et aux familles	719	726	4 371	4 569
Gouverne et justice	531	610	3 105	3 504
TOTAL	6 824	7 276	38 227	40 318

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

ANNEXE 3 : APPLICATION MENSUELLE DE CONVENTIONS COMPTABLES

Depuis le 1^{er} avril 2019, le gouvernement intègre dans le *Rapport mensuel des opérations financières* trois méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement. Ces modifications n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés du gouvernement.

Informations financières mensuelles des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

Les informations financières mensuelles des entités des réseaux sont maintenant consolidées, ligne à ligne, selon une méthodologie qui permet au gouvernement de refléter ou d'estimer les informations financières réelles des organismes des réseaux. Auparavant, elles étaient comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, à partir d'une information prévisionnelle répartie linéairement et ajustée en fin d'année financière.

Revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et cotisations pour les services de santé

Le gouvernement estime les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations pour les services de santé retenus à la source par les employeurs et les payeurs (mandataires) qui n'ont pas été encaissés par le gouvernement à la fin du mois. La nouvelle méthode d'estimation de ces sommes considère la rémunération gagnée par les contribuables au lieu de celle qui leur a été versée au cours du mois.

Application mensuelle de la norme comptable sur les paiements de transferts

Le gouvernement a revu son application mensuelle de la norme sur les paiements de transferts. Dorénavant, les paiements de transferts sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés par l'entité cédante et que les critères d'admissibilité sont respectés par l'entité bénéficiaire. Auparavant, ces transferts étaient constatés linéairement ou en fonction des déboursés, selon l'entité. Cette modification comptable a une incidence sur les résultats du gouvernement uniquement lorsque les paiements de transferts sont réalisés à l'extérieur de son périmètre comptable.

Ces modifications ont été appliquées rétroactivement avec redressement des périodes précédentes, ce qui a eu pour effet la révision du surplus et du solde budgétaire du gouvernement de la période d'avril à août 2018 de la façon présentée dans le tableau suivant.

MODIFICATIONS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE 2018-2019 (données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril à août 2018			
	Informations financières des organismes des réseaux	Méthode d'estimation des revenus fiscaux perçus par les mandataires	Norme sur les paiements de transferts	Total
SURPLUS DÉJÀ ÉTABLI⁽²⁾				4 143
Revenus				
Revenus autonomes	1 691	354	—	2 045
Transferts fédéraux	85	—	-47	38
Total des revenus	1 776	354	-47	2 083
Dépenses				
Dépenses de portefeuilles	-1 958	—	-331	-2 289
Service de la dette	-98	—	—	-98
Total des dépenses	-2 056	—	-331	-2 387
TOTAL DES RÉVISIONS	-280	354	-378	-304
SURPLUS REDRESSÉ⁽²⁾				3 839
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations				-1 155
SOLDE BUDGÉTAIRE REDRESSÉ⁽³⁾				2 684

Par ailleurs, certaines données de la période d'avril à août 2018 ont été reclasées afin qu'elles soient conformes à la présentation adoptée en 2019-2020. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur le surplus ni sur le solde budgétaire du gouvernement.

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 13 à 18 du document [Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État.](#)

Notes

- (1) Les conventions comptables du gouvernement peuvent être consultées aux pages 95 à 107 des [Comptes publics 2018-2019.](#)
- (2) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.
- (3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
- (4) Les dépenses consolidées par mission sont présentées à l'annexe 2.
- (5) Certaines dépenses ont été reclassées entre les portefeuilles et entre les missions pour qu'elles tiennent compte du passage à la structure budgétaire 2019-2020.
- (6) Les autres portefeuilles incluent les éliminations interportefeuilles, qui résultent de l'élimination des opérations réciproques entre entités de différents portefeuilles.
- (7) Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) budgétaire du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
- (8) La présentation de l'information budgétaire du présent rapport mensuel est conforme à celle du cadre financier consolidé, tel que publié à la page A.19 du [Point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019.](#)
- (9) Il s'agit de la variation annuelle par rapport aux résultats réels de 2018-2019.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, au 418 528-7382.

Le rapport est également publié sur le site Web du ministère des Finances :
www.finances.gouv.qc.ca.